

RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS EN TRANSITION



CRDI : Peter Bennett

Récemment, le CRDI a examiné pourquoi et comment il avait travaillé, au cours des trois dernières décennies, dans des pays en transition — transition de la dictature à la démocratie, du communisme à l'économie de marché, de la guerre à la paix. L'objectif du CRDI était de mieux comprendre comment il recueille et diffuse l'information destinée à éclairer l'élaboration de la programmation et les prises de décisions. Comment le Centre avait-il été informé de l'imminence d'une transition ? Comment s'était-il renseigné sur la situation ? Comment était-il intervenu ?

Des études de cas ont été préparées sur l'Algérie, la Birmanie, le Cambodge, le Kenya, l'Afrique du Sud, les pays du cône Sud, le Vietnam et la Cisjordanie et Gaza. Ces huit études de cas et le texte d'introduction qui les accompagne montrent que le CRDI est depuis longtemps capable de travailler dans les situations à haut risque que l'on retrouve avant les transitions et dans la phase initiale de celles-ci. Il en ressort également qu'il a joué un rôle distinct dans l'aide à la recherche et à la conception de politiques axées sur le développement et qu'il a su habituellement adapter sa programmation à des contextes mouvants.

CISJORDANIE ET GAZA

Violence, pauvreté et bouleversements sociaux ont été le lot des Palestiniens pendant plus d'un demi-siècle. Au cours de certaines périodes, imaginer que la transition vers un climat de paix et de prospérité puisse être possible semblait relever d'un optimisme illusoire. Pourtant, des changements se sont produits, et le progrès a parfois cédé la place à des revirements. Et les Palestiniens se sont montrés capables de mener des recherches fructueuses pour le développement au cœur même des plus grands dangers et de privations extrêmes. Il s'agit de recherches qui peuvent contribuer à préparer une transition plus solide au cours des années à venir et favoriser une meilleure gouvernance dans l'immédiat. Soutenir pareilles recherches exige détermination et patience, mais les efforts déployés ne sont pas vains, puisqu'ils permettent de créer des liens de confiance.

Le CRDI, qui subventionne depuis 20 ans les travaux de chercheurs palestiniens, sait qu'il vaut la peine d'exploiter même les plus petites avancées quand une transition semble par ailleurs échouer. Au total, le CRDI a consacré plus de 10 millions CAD à près de 70 projets en Cisjordanie et à Gaza depuis le milieu des années 1980. Sa programmation a sans cesse été façonnée par les progrès et les reculs qui caractérisent les relations entre Palestiniens et Israéliens. Et, par conséquent, elle a exigé une analyse permanente et soutenue des besoins et des perspectives de la Cisjordanie et de Gaza sur les plans social, politique et économique.

PREMIÈRE PÉRIODE : DE 1983 AUX ACCORDS D'OSLO DE 1993

La vigilance paie. La programmation du CRDI en Cisjordanie et à Gaza découle en fait d'une demande faite par la bande au président du CRDI en 1983, par un étudiant palestinien inscrit aux études supérieures à l'Université Carleton, à Ottawa. (Heureusement qu'une personne qui faisait alors partie du personnel du CRDI avait participé à la direction de la thèse de cet étudiant.) La proposition présentée au CRDI se résumait en fait à une modeste demande de soutien à un centre de recherche rural de l'Université nationale An-Najah, à Naplouse. Mais cette proposition a retenu l'attention du président du CRDI, qui a décidé de présenter l'idée d'une aide à la recherche palestinienne aux ambassadeurs du Canada en poste au Moyen-Orient et à de hauts fonctionnaires canadiens à Ottawa. Parallèlement, des administrateurs de programmes du CRDI étaient envoyés en Cisjordanie et à Gaza pour évaluer la situation sur place; à leur retour, ils recommandaient au CRDI de s'engager. Le processus de collecte d'information stratégique a également comporté la consultation de bailleurs de fonds déjà présents dans la région, dont les fondations Near East, Rockefeller et Ford, et la Banque mondiale. Des thèmes de recherche possibles ont commencé à apparaître, tout comme l'avantage distinct du CRDI : étant une entité autonome et non un ministère gouvernemental, le CRDI aurait une plus grande latitude que la plupart des organismes gouvernementaux pour travailler dans des territoires qui ne constituaient pas un État.

La nature de la démarche et la décision rapide ont entraîné une action immédiate. Le CRDI a pu amorcer sans délai sa programmation en Cisjordanie et à Gaza, et il la poursuit de façon quasi ininterrompue depuis lors. Le premier projet, qui a débuté en 1984, visait à examiner différents aspects de la migration des travailleurs de la bande de Gaza, en pleine crise économique, et de leur réinstallation à l'extérieur du territoire. Il s'agissait là d'un petit projet mis de l'avant de concert avec la Société des études arabes, une organisation non gouvernementale (ONG) cisjordaniennne, qui visait notamment à appuyer les travaux de spécialistes palestiniens chevronnés dans le domaine des sciences sociales et la formation de nouveaux chercheurs.

Un autre projet de la première heure — mis en œuvre en collaboration avec l'Institut scientifique arabe — portait sur la possibilité de planter des oliviers à croissance rapide. En apparence « apolitique », cette initiative visait à contrer la politique israélienne d'expropriation des terres non cultivées. L'accélération de la production oléicole permettrait aux cultivateurs palestiniens de revendiquer ces terres. Ces premiers projets, comme d'autres qui allaient suivre, visaient à trouver des moyens de faire face à la présence israélienne; ils avaient donc un fond plus ou moins (et inévitablement) politique, qu'ils aient été ou non conçus pour favoriser la transition. La connotation politique de la programmation du CRDI est apparue plus clairement au cours de la période qui a précédé les Accords d'Oslo, du fait de l'hésitation des habituels bailleurs de fonds gouvernementaux à établir des relations avec les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

DEUXIÈME PÉRIODE : DE 1993 AU DÉBUT DE LA DEUXIÈME INTIFADA (2000)

Les Accords d’Oslo de 1993 (et l’Accord « intérimaire » subséquent relatif à la Cisjordanie et à la bande de Gaza) ont marqué le début d’un nouveau cycle de veille stratégique et d’analyse au CRDI. Les Accords ont suscité un nouvel espoir, particulièrement après la flambée de violence de la première intifada en 1987 et 1988. Un nouveau sentiment de sécurité, allié à la réorientation de la politique étrangère du Canada en faveur d’un engagement dans la région, ont élargi les possibilités d’expansion de la programmation du CRDI dans la région. Les visites en Cisjordanie et à Gaza de gestionnaires supérieurs du CRDI en 1994 ont permis de confirmer qu’il y avait bien une occasion stratégique d’y étendre les activités du CRDI. Tout au long des années 1990, le financement s’est accru, et les projets se sont diversifiés.

Au cours de cette période, les projets dans les domaines de l’environnement et de la gestion des ressources naturelles, des sciences sociales et de la consolidation de la paix ont dominé. En 1992 (avant les Accords d’Oslo et dans la foulée de la Conférence de Madrid tenue en 1991), le CRDI participait déjà à des travaux de recherche destinés à des groupes de travail régionaux sur l’eau et sur les réfugiés : le gouvernement du Canada était présent dans les deux cas et présidait le Groupe de travail sur les réfugiés. Le CRDI gérait par ailleurs le Fonds pour les services d’experts et de consultation — financé par l’Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministère des Affaires étrangères — qui avait pour but de soutenir l’apport de chercheurs palestiniens, israéliens, jordaniens, libanais et syriens. D’autres projets financés par le CRDI visaient à renforcer la capacité de la Cisjordanie et de Gaza d’élaborer des politiques destinées à favoriser le développement économique, l’éducation, la santé, la gestion de l’eau, la promotion des petites entreprises et différents autres éléments inhérents à la bonne gouvernance.

Tous ces projets visaient clairement à favoriser la participation sociale, et plus particulièrement celle des femmes, par l’entremise des ONG. Certains projets ont permis aux Palestiniens et aux Israéliens de travailler ensemble, notamment en ce qui concerne la gestion de l’aquifère de montagne qui leur est commun. Plus de 40 projets, d’une valeur totale de près de 7 millions CAD, ont été entrepris au cours de cette période.

TROISIÈME PÉRIODE : DE 2000 À 2004

La deuxième intifada a éclaté en l’an 2000, au moment où le CRDI amorçait en Cisjordanie et à Gaza un nouveau cycle d’évaluation stratégique axé sur le soutien à la démocratisation et à la consolidation de la paix. De façon générale, la démarche du CRDI jusque-là avait consisté à soutenir les universitaires et les ONG — plutôt que l’Autorité palestinienne — tout en encourageant les partenaires de la société civile à créer des liens avec l’Autorité palestinienne afin de garantir qu’il serait

possible d'exercer une influence sur les politiques. Après avoir réexaminé cette démarche en l'an 2000, le CRDI a pu en confirmer l'utilité.

La même année, une autre étude a porté spécifiquement sur les difficultés propres à l'exécution de recherches dans le climat de violence et de répression de la deuxième intifada. Trois conclusions frappantes découlent de cette étude. Premièrement, les Palestiniens et les institutions palestiniennes ont été en mesure d'effectuer des recherches utiles, même dans un climat de violence. Deuxièmement, le soutien apporté par le CRDI aux projets a favorisé l'ouverture et le dialogue, en dépit du conflit. Et, troisièmement, les activités du CRDI se sont inscrites dans le droit fil de la participation du gouvernement du Canada à ce qui restait du « processus de paix » — tout en restant indépendantes des voies diplomatiques du gouvernement canadien.

Des analyses distinctes effectuées par des gestionnaires du CRDI spécialistes de la consolidation de la paix et des politiques économiques sont venues renforcer ces conclusions : les analyses dans ces deux domaines ont révélé l'existence d'une dynamique capacité de recherche, d'un besoin indéniable de recherche et de créneaux possibles pour l'aide du CRDI. Cette capacité de recherche en dépit du climat de violence distinguait la Cisjordanie et Gaza d'autres régions aux prises avec des conflits où l'exécution de recherches avait été jugée impossible ou improductive.

Fait remarquable, le niveau de financement des projets s'est maintenu pendant cette période de violence. De 2001 à 2004, 20 projets, d'une valeur totale de 3,5 millions CAD, ont été amorcés. Il s'agissait de projets dans trois grands domaines : la gestion des ressources (et plus particulièrement de l'eau), les politiques économiques et la consolidation de la paix et la reconstruction (domaine où étaient concentrés la majorité des projets). Différents projets sur la paix et sur les conflits se sont intéressés au phénomène de l'intifada, à l'absence de « patrie » et aux réfugiés, aux répercussions de l'urbanisation sur l'utilisation des terres et à l'état de la société de l'information.

QUATRIÈME PÉRIODE : DEPUIS 2004

Même considérés à l'aune des perturbations qu'a vécues jusqu'ici la région, les bouleversements qui ont eu lieu au cours des dernières années sont saisissants. Le décès de Yasser Arafat et l'élection d'un nouveau président en 2004, l'élection d'un gouvernement dirigé par le Hamas et la fin du règne d'Ariel Sharon en Israël en 2006 et, toujours en 2006, le conflit israélo-libanais, tous ces événements ne permettaient certainement pas de prévoir une transition. Mais ce climat de confusion n'a fait qu'intensifier la nécessité de poursuivre consciencieusement le processus de veille stratégique et d'analyse. Le besoin d'améliorer la gouvernance en Cisjordanie et à Gaza n'a jamais été aussi

pressant. Et, quoique furtivement, la préparation à la transition est amorcée : la recherche se poursuit; les universitaires et les militants se réunissent chez eux et à l'étranger; les nouvelles connaissances continuent de circuler; la façon d'aborder les politiques évolue. Malgré la violence et l'instabilité politique, les Palestiniens continuent de renforcer leur extraordinaire capacité d'exécution de recherches véritablement axées sur le développement.

Cette étude de cas fait partie d'un rapport plus exhaustif préparé par Nancy Smyth et Maggie Gorman, du Groupe des politiques et de la planification du CRDI.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

Tél. : 613-236-6163

Télééc. : 613-238-7230

Courriel : info@crdi.ca